

## Reprendre, dit-on...



Il faut reprendre puisque l'heure est à la rentrée. À la rentrée de quoi, on ne sait pas. D'une perpétuation du même, la merde ambiante qui nous colle aux basques, le génocide à Gaza qui ne cesse pas, la généralisation de la misère sociale, le désastre écologique aux effets permanents – qu'on a ressentis au plus profond de soi, au cours de nos pérégrinations estivales dans un Sud calciné ? D'une motion de censure qui, certes, ne ferait de mal à personne en renvoyant l'aveugle de Bétharram, Premier Rien de ce gouvernement du néant, dans les poubelles de l'Histoire ? D'une hypothétique dissolution de l'Assemblée nationale ? Ou, plus enthousiasmant, d'un blocage du pays, comme semble l'indiquer une voix aux échos multiples et persistants portée, cet été, sur un ton de « retour des Gilets jaunes », par les réseaux dits sociaux ?

Pour sûr, cette hypothèse, apparemment contagieuse, aurait l'avantage d'ouvrir, de nouveau, l'espoir d'une perspective apartidaire offensive dans un paysage politique assez largement verrouillé. Petit rappel : d'un côté, un pouvoir macronien chancelant allié à la droite la plus sinistre qui soit – celle des Retailleau, Darmanin et consorts – qui a fini par devenir sa propre caricature : un corps de petits marquis d'Ancien Régime vivant de ses rapines et coups tordus sur le dos d'un peuple surtaxé, essoré, maltraité, calomnié et réprimé. De l'autre, une « gauche » dite raisonnable, c'est-à-dire sans substance et prête à toutes les compromissions, qui, après avoir pourtant eu l'occasion, à deux reprises – grâce à La France insoumise – de sortir de son impuissance, a démontré qu'elle était incapable de revenir, même minimalement, à des principes, préférant se noyer d'elle-même dans sa propre vase sociale-libérale. Qu'elle y reste ! Enfin, un Rassemblement national, en crise interne à la suite de la décision d'inéligibilité appliquée, en mars dernier et pour cinq ans, à sa cheftaine – en appel –, dont le principal fait d'armes, depuis le hold-up électoral macronien de l'été dernier, aura été de servir systématiquement de bouée de sauvetage à ce régime agonisant.

Tout atteste, dans les profondeurs du pays, d'un double mouvement : d'une part, un découragement profond devant l'ampleur de l'effort que suppose aujourd'hui la mise en branle d'une révolte sociale de grande ampleur contre un ordre policier surarmé et dépourvu de tous scrupules moraux ; de l'autre, largement partagée et contradictoirement exprimée, une colère – logique, froide, désespérée – qu'aucun mot ne peut traduire, mais qui est prête à exploser d'une manière ou d'une autre à la moindre étincelle. Les Gilets jaunes de 2018 étaient partis à l'assaut des Champs-Élysées convaincus qu'ils avaient la capacité d'aller chercher Macron chez lui. Il y avait, chez eux, disons, une certaine ingénuité, mais surtout la conviction qu'ils étaient dans leur droit et que leur cause était juste. Et elle l'était, contre tous les attentistes des avant-gardes d'arrière-garde qui, au mieux, prirent leur temps pour constater, ou pas, qu'un peuple – le peuple – s'était mis en mouvement en s'auto-organisant et sans demander l'avis de personne. Sept ans plus tard, ce qui semble se rejouer, ce qui du moins en prend les apparences, c'est, au crépuscule de ce pouvoir détesté, de ce système à bout de course, dans un monde lui-même fini, non pas un retour du même, mais un pari sur l'intelligence stratégique : tout bloquer, en élargissant le champ de l'action au maximum de compétences pour ce faire.

Déjà les Gilets jaunes de 2018 s'étaient préoccupés d'élargir leurs bases, sans y parvenir vraiment au vu des infamies à haute dose qu'avaient déversées sur eux la caste médiatique, l'« intellectualité » de plateau et bien des « contre-pouvoirs » – notamment liés à la gauche institutionnelle ou à la sphère syndicale. Ce qu'ils parvinrent à faire plus tard, à force de constance, en direction des quartiers populaires des grandes villes notamment. De même, la connivence combattante qu'ils parvinrent à établir, en matière de guérilla urbaine, avec des groupes proches de l'autonomie active, le plus souvent qualifiés par facilité de Black Blocs, attestait d'une capacité évidente de repositionnement tactique en fonction des possibilités qu'offrait l'extension réelle du domaine de la lutte.



Depuis 2018, tout a changé. En pire souvent – une répression policière de haute intensité a laissé beaucoup de monde sur le carreau et instauré un vrai climat de terreur à l'idée de devoir affronter les miliciens de l'Ordre bourgeois en manifestation, ces tueurs assermentés largement couverts par leurs instances et, au-delà, par les commis du mensonge déconcertant que sont devenus les journalistes-flics des médias dominants. Mais, en parallèle, les esprits, en sept ans, se sont aussi modifiés pour le meilleur, car les défaites accumulées – notamment celle du grand mouvement social de 2023 contre la réforme des retraites – ont indiscutablement fait bouger les lignes et les formes d'action. Pas assez sans doute, mais suffisamment pour que l'idée de converger vers des dispositifs d'action originaux, offensifs et partagés, ait emporté dans bien des têtes. Si le processus est lent, il s'est construit autour de l'idée de ciblage et d'action directe. Avec quelques succès majeurs, comme le soutien aux blocages actifs des raffineries et aux actions d'auto-réduction des « robins des bois » de l'Énergie, en 2023. Ce qui est né là, c'est

indiscutablement une forme de réappropriation à la base de très anciennes formes de luttes dites « sauvages » – c'est-à-dire auto-organisées et libres de toute médiation d'appareil – du mouvement ouvrier des origines, celui d'avant sa domestication.

Dans une claire approche gilet-jaunée, l'appel « Bloquons tout le 10 septembre ! » s'inscrit dans une perspective de confrontation au long cours, offensivement unitaire, libre de toute tutelle et où l'imagination, l'invention, le mouvement devront être au cœur de l'action et la nourrir. Avec pour principale perspective d'épuiser l'ennemi, de le harceler furtivement de toutes parts, de faire apparaître au grand jour le rejet dont il est l'objet. Dans ce dispositif de soulèvement, le budget thatchérien de Bayrou sert – comme, en 2018, le rejet de l'injustissime « taxe carbone » – de point d'accroche à la mobilisation. Et qui pourrait être contre, en vérité, quand tout un chacun sait que l'adoption d'un tel budget antisocial contribuerait automatiquement à accélérer le processus infini de dégradation des conditions de vie des plus pauvres en instaurant le *travailler plus pour gagner moins*, en gelant drastiquement les prestations sociales et en faisant main basse, au passage, sur deux jours fériés.

Ce qui semble se tisser, dans les profondeurs imaginaires de ce mouvement en gestation, c'est une réappropriation collective des nombreuses colères sociales souterraines qui traversent le pays et qui, isolées, sont incapables, d'elles-mêmes et par elles-mêmes, de se généraliser en s'unifiant et finissent, les unes après les autres, par s'étioler dans le ressentiment, cette matrice du pire qui mène fatalement au pire : la fragmentation, le racisme, le complotisme, la haine de tous et toutes contre toutes et tous. En cela, cet « appel », dont personne ne sait vraiment d'où il vient, est remarquablement salutaire. Parce qu'il remet l'histoire sur ses pieds en rappelant à qui voudra l'entendre qu'il n'est nul autre sauveur suprême que le peuple lui-même, coalisé et agissant, veillant scrupuleusement à ne jamais être dépossédé de ses propres luttes pour l'auto-émancipation.



La condition de la réussite de ce mouvement relève d'une sorte de pari fou dont personne, à ce jour, ne peut prédire s'il sera gagnant ou perdant. Car les conditions de sa réussite, et de sa persistance, sont intrinsèquement liées à ses capacités à brasser large, non pas seulement pour occuper les rues, mais pour agir partout où l'occasion se présentera. Il suppose donc une capacité interne, collectivement assumée et si possible sans culte de l'étiquette à dépasser, sans les nier, les habitus, les cultures, les savoir-faire militants que tout un chacun, et c'est bien normal, tient à défendre et à cultiver. Les Gilets jaunes ont démontré, en leur temps, sur ce point – et chacun s'en souvient ou devrait s'en souvenir – une élasticité de tous les instants. Comme s'ils découvraient d'un coup, et bien plus rapidement que les militants professionnels enfermés dans leurs certitudes, que tout mouvement social d'ampleur auto-organisé est d'abord une agora et une terre d'accueil ouverte à la découverte des êtres qui, prédestinés ou pas, s'y retrouvent et s'y sentent bien. Quelle différence y a-t-il au fond, dans le désastre qui nous

accable et nous détruit collectivement, entre un syndicaliste de base, militant de terrain, acquis à son organisation, mais contrarié, au mieux, par ses faiblesses, ses hésitations ou ses capitulations et un Gilet jaune, révolté sans parti, lassé de devoir constater, lutte après lutte, que tout est là pour que l'unité, la fusion opèrent dans la convergence combattante et active d'un peuple qui n'en peut plus. Qu'est-ce qui les sépare quand l'action commune, décidée en commun et votée en assemblée, est applicable dans l'instant et sans attente d'approbation d'aucun appareil de légitimation ? Rien. C'est ce mouvement dans le mouvement qui, s'il prend – en jaune, en rouge, en noir ou en tricolore version Enragés – fera la différence. Et c'est pour cela que, même sans manifester la moindre hostilité pour ceux qui voudront l'accompagner politiquement, il faudra qu'il défende avec force et constance son autonomie de fonctionnement et ses capacités décisionnaires assembléistes.



Bien sûr, personne n'est devin. Personne ne peut savoir ce que donnera cet « appel à tout bloquer à partir du 10 septembre ». On peut même douter qu'il donne quelque chose. Mais le doute ne doit pas être, comme en 2018, matière à désertier par avance un combat essentiel au prétexte, facile, que ce mouvement serait impur ou confus. Ce coup-là, on nous l'a déjà fait quand, vaillants mais isolés, les Gilets jaunes de la première vague appelaient à l'aide et que rares furent finalement les soutiens venus des bases syndicales. L'heure est désormais à la convergence, la vraie, celle qui permettrait tous les dépassements. Ce que craint le pouvoir, c'est précisément cela, ce qui, venant de partout et de nulle part, pourrait faire masse commune dans un mouvement suffisamment désidentifié pour n'être identifiable et corrompible par personne. On ne sait si c'est la recette pour vaincre, mais on croit savoir que, hors celle-là, toutes les autres tentatives, même massives, ont échoué à faire plier ce pouvoir maléfique et sa police.

« Face aux malheurs qui affligent le monde, écrivit Noam Chomsky, broyer du noir ne sert à rien. Il faut être à l'affût des possibles. »

Et les saisir, ajouterai-je, comme une main qui se tend et qui, de geste en geste, pourrait faire chaîne humaine de résistance à l'abjection.

**Freddy GOMEZ**

28 août 2025

– À *contretemps* / Odradek / août 2025 –

[<http://acontretemps.org/spip.php?article1121>]